



□ INFORMATIONS GENERALES SUR LES DISPOSITIONS COMMUNAUTAIRES EN MATIERE DE LIBRE CIRCULATION ET DE SECURITE SOCIALE POUR LES TRAVAILLEURS QUI SE DEPLACENT A L'INTERIEUR DE LA COMMUNAUTE

■ INFORMAZIONI GENERALI SULLE DISPOSIZIONI COMUNITARIE IN MATERIA DI LIBERA CIRCOLAZIONE E DI SICUREZZA SOCIALE PER I LAVORATORI CHE SI SPOSTANO ALL'INTERNO DELLA COMMUNITA

△ ALLGEMEINE INFORMATIONEN ÜBER DIE GEMEINSCHAFTSBESTIMMUNGEN IN BEZUG AUF DIE FREIZÜGIGKEIT UND DIE SOZIALE SICHERHEIT FÜR DIE INNERHALB DER GEMEINSCHAFT WANDERNDEN ARBEITNEHMER

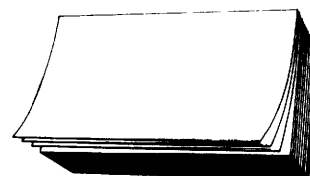
▲ ALGEMENE INLICHTINGEN OMTRENT DE GEMEENSCHAPSBEPALINGEN INZAKE HET VRIJE VERKEER EN DE SOCIALE ZEKERHEID VAN DE WERKNEMERS DIE ZICH BINNEN DE GEMEENSCHAP VERPLAATSEN

○ GENERAL INFORMATION ON THE COMMUNITY PROVISIONS WITH REGARD TO FREEDOM OF MOVEMENT AND SOCIAL SECURITY FOR WORKERS MOVING WITHIN THE COMMUNITY

● ALMINDELIGE INFORMATIONER OM FÆLLESMARKEDSBESTEMMELSER VERDRØRENDE FRI BEVÆGELIGHED OG SOCIAL SIKKERHED FOR LØNMODTAGERE, DER FLYTTER INDEN FOR FÆLLESSKABET



- Informations mises à jour le:
- Informazioni aggiornate al:
- △ Informationen auf den neuesten Stand gebracht am:
- ▲ Inlichtingen op de nieuwste stand gebracht op:
- Information brought up to date on:
- Oplysninger ført à jour den:





A-0

- Informations générales sur les dispositions communautaires en matière de « libre circulation des travailleurs ».

Le Règlement (CEE) 1612/68 du 15 octobre 1968, qui dispose le principe de la libre-circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté, est applicable sur l'ensemble du territoire français (départements métropolitains et d'Outre-Mer) Les dispositions bénéficient aux ressortissants allemands, belges, britanniques, danois, irlandais, italiens, luxembourgeois et néerlandais désireux d'exercer ou exerçant une activité professionnelle salariée en France.



A-1

- Egalité de traitement avec les travailleurs nationaux en ce qui concerne:



A-1.00

- le droit d'accéder à l'emploi vacant;

Les intéressés ont le droit d'accéder en France à une activité salariée dans les mêmes conditions que le travailleur français. Ils peuvent à ce titre, rechercher librement un emploi en France pendant 90 jours.



A-1.10

- le droit de bénéficier de l'assistance des bureaux de main-d'œuvre pour rechercher un emploi;

Ils ont la possibilité de s'inscrire comme demandeurs d'emploi auprès du service de l'Agence Nationale pour l'Emploi compétent pour leur domicile en France.



A-1.20

- le droit d'exercer un emploi;

Ils ne sont pas astreints à la possession d'un permis de travail pour exercer l'activité professionnelle salariée de leur choix sur l'ensemble du territoire français.



A-1.30

— l'exercice des droits syndicaux et de représentation du personnel dans l'entreprise.



Les travailleurs ressortissant de l'un des Pays membres de la CEE, bénéficient en France de l'égalité de traitement en matière d'affiliation aux organisations syndicales et d'exercice des droits syndicaux, y compris le droit de vote. Ils sont également éligibles aux fonctions de membre des comités d'entreprise, de délégué du personnel et de délégué syndical. Par contre, ils ne sont pas habilités à représenter les organisations syndicales au sein d'organismes de droit public ni dans les diverses instances ou missions impliquant des responsabilités de droit public.

A-2

— La délivrance de la «carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre de la CEE» pour:



A-2.00

— les travailleurs permanents;



Dès l'instant que l'emploi sur le territoire français est prévu pour une période supérieure à trois mois les intéressés sont mis en possession d'une carte de séjour de ressortissant de la CEE valable pour l'ensemble du territoire français. Elle est en principe automatiquement renouvelable. Ce document est délivré par les services préfectoraux compétents pour le domicile en France du travailleur sur présentation ;

- de sa carte nationale d'identité ou de son passeport en cours de validité,
- d'une déclaration d'engagement d'un employeur.

A-2.10

— les travailleurs frontaliers;



Ceux-ci sont mis en possession d'une "carte de travailleur frontalier ressortissant d'un Etat membre de la CEE" renouvelable de plein droit sur la base d'une déclaration d'engagement ou d'emploi d'un employeur.



A-2.20

— les travailleurs saisonniers;



Les travailleurs saisonniers venant exercer leur activité professionnelle salariée en France sous couvert d'un contrat visé par les services de la main-d'oeuvre, dans le cadre de l'immigration assistée, résident en France sous couvert de ce document. S'ils sont entrés en France en dehors du cadre de l'immigration assistée, ils sont mis en possession d'une autorisation de séjour d'une validité correspondante à la durée de leur emploi saisonnier sur présentation d'une déclaration d'engagement.

A-3

— Motifs de refus de la carte de séjour



Ces motifs tiennent uniquement à des considérations touchant à la santé publique et à l'ordre public.

A-4

— Accès au logement et à la propriété du logement.



Le travailleur ressortissant d'un Etat membre de la CEE employé en France,

- bénéficie de tous les droits et avantages accordés aux travailleurs français en matière de logement, y compris l'accès à la propriété du logement dont il a besoin,
- peut, au même titre que les nationaux, s'inscrire au lieu de son domicile, sur la liste des demandeurs de logements et il bénéficie des avantages et priorités qui en découlent.

A-5

— Possibilité de s'installer avec la famille dans le pays d'accueil.



1 Ont le droit de s'installer en France avec le travailleur ressortissant d'un Etat membre de la CEE, quelle que soit leur nationalité :

- son conjoint et ses enfants âgés de moins de 21 ans ou à charge,
- ses ascendants et ceux de son conjoint qui sont à sa charge,
- le cas échéant, tout autre membre de sa famille.

2 Le travailleur doit être en possession en France d'un logement correspondant aux besoins familiaux.



A-6



— Informations générales sur les dispositions communautaires en matière de sécurité sociale pour les travailleurs qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté.

Les Règlements (CEE) 1408/71 et 574/72 assurent aux travailleurs ressortissants d'un Etat membre de la Communauté employés en France :

- l'égalité de traitement en matière de sécurité sociale avec les travailleurs français,
- la totalisation des périodes d'assurance ou d'emploi dans l'un ou l'autre des Pays de la Communauté pour le calcul des pensions d'invalidité, de vieillesse et de reversion;
- le transfert des pensions et prestations de sécurité sociale.

A-7



— Conseils pratiques.

En matière de sécurité sociale, le travailleur, avant son départ de son pays d'origine, ne doit pas omettre de demander, à son organisme d'assurance, une attestation établie sur le formulaire modèle n° 104 et le remettre à l'organisme de sécurité sociale compétent pour son nouvel emploi en France pour pouvoir immédiatement bénéficier des avantages de la législation française. En matière d'emploi, pour tous les problèmes concernant l'exercice des activités salariées, il a intérêt à s'adresser pour son information à l'Agence Locale pour l'Emploi, compétente pour son nouveau domicile en France.

En matière de séjour, l'intéressé doit prendre l'attaché du Commissariat de Police compétent pour sa résidence en France (pour Paris le service des étrangers de la Préfecture de Police, 6eme Bureau, Caserne de la Cité 7 boulevard du Palais, Paris 4eme)



A-0

- Informazioni generali sulle disposizioni comunitarie in materia di «libera circolazione dei lavoratori».



Il regolamento (CEE) 1612/68 del 15 ottobre 1968 relativo alla libera circolazione dei lavoratori all'interno della Comunità è applicabile su tutto il territorio francese (dipartimenti metropolitani e d'oltremare).

Le disposizioni vanno a vantaggio dei cittadini tedeschi, belgi, britannici, danesi, irlandesi, italiani, lussemburghesi ed olandesi che desiderano esercitare o esercitano un'attività professionale salariata in Francia.

A-1

- Parità di trattamento rispetto ai lavoratori nazionali per quanto riguarda:



A-1.00

- il diritto di accedere al posto vacante;



Gli interessati hanno il diritto di svolgere in Francia un'attività subordinata alle stesse condizioni dei lavoratori francesi. Dal fine, essi possono cercare liberamente un impiego in Francia per 90 giorni.

A-1.10

- il diritto di beneficiare dell'assistenza degli uffici di manodopera per la ricerca di un impiego;



Essi hanno la possibilità di iscriversi in qualità di persone incirca di lavoro presso il Servizio dell'Agenzia nazionale del lavoro competente per il luogo del loro domicilio in Francia.

A-1.20

- il diritto di esercitare un impiego;



Essi hanno l'obbligo di possedere un permesso di lavoro per esercitare l'attività professionale subordinata di loro scelta su tutto il territorio francese.



A-1.30

— l'esercizio dei diritti sindacali e di rappresentazione del personale nell'impresa.



I lavoratori cittadini di uno dei paesi membri della CEE, beneficiano in Francia della parità di trattamento per quanto riguarda l'iscrizione agli organismi sindacali e l'esercizio dei diritti sindacali, compreso il diritto di voto. Possono anche essere eletti alle funzioni di membro dei Comitati di impresa, di delegato del personale e di delegato per rappresentare le organizzazioni sindacali nell'ambito di enti di diritto pubblico e nemmeno nei vari organi o istituti che implicano responsabilità di diritto pubblico

A-2

— Il rilascio della «carta di soggiorno di cittadino di uno Stato membro della CEE» per:



A-2.00

— i lavoratori permanenti



Dal momento in cui è prevista l'occupazione sul territorio francese per un periodo superiore ai tre mesi, egli interessato viene rilasciata una carta di soggiorno di cittadino della CEE, valida per tutto il territorio francese. In linea di massima esse è rinnovabile automaticamente. Questo documento viene rilasciato dai servizi di prefettura competenti per la localita in cui il lavoratore ha il domicilio in Francia, su presentazione :

- della carta d'identità nazionale o del passaporto valido,
- di una dichiarazione di assunzione da parte del datore di lavoro.

A-2.10

— i lavoratori frontalieri;



Ad essi viene rilasciata una "carta di lavoratore frontaliere cittadino di uno Stato membro della CEE, rinnovabile di pieno diritto, sulla base di una dichiarazione di assunzione o di lavoro di un datore di lavoro.



A-2.20



— i lavoratori stagionali.

I lavoratori stagionali che abbiano svolto la loro attività professionale subordinata in Francia in virtù di un contratto vistato dai servizi della manodopera, nel quadro dell'immigrazione assistita, e residenti in Francia in virtù questo documento. Se essi sono entrati in Francia al di fuori del quadro della immigrazione assistita, possono ottenere un'autorizzazione di soggiorno di validità corrispondente alla durata del loro impiego stagionale, su presentazione di una dichiarazione di assunzione.

A-3



— Motivi di rifiuto della carta di soggiorno.

Questi motivi si basano unicamente su considerazioni relative alla sanità pubblica e all'ordine pubblico.

A-4



— Accesso all'alloggio e alla proprietà dell'alloggio.

Il lavoratore cittadino di uno Stato membro della CEE occupato in Francia,

- gode di tutti i diritti e vantaggi accordati ai lavoratori francesi in materia di alloggio, compreso l'accesso alla proprietà dell'alloggio di cui ha bisogno,
- allo stesso titolo dei nazionali può nel luogo del suo domicilio, iscriversi sulla lista dei richiedenti un alloggio e gode dei vantaggi e precidure che ne derivano.

A-5



— Possibilità di stabilirsi con la famiglia nei paesi ospitanti.

Hanno diritto a stabilirsi in Francia con il lavoratore cittadino di uno Stato membro della CEE, qualunque sia sua nazionalità :

- il coniuge ed i loco figli di età inferiore ai 21 anni o a carico;
- gli ascendenti e gli ascendenti del coniuge che signo a suo carico;
- eventualmente ogni altro familiare.

Il lavoratore deve possedere, in Francia in alloggio in grado di sodolifare i propri fabbisogni familiari.



A-6



- Informazioni generali sulle disposizioni comunitarie in materia di sicurezza sociale per i lavoratori che si spostano all'interno della Comunità.

I regolamenti (CEE) n° 1408/71 e 574/72 assicurano ai lavoratori originari di uno Stato membro della Comunità occupati in Francia :

- la parità di trattamento in materia di sicurezza sociale con i lavoratori francesi,
- la totalizzazione dei periodi di assicurazione o di impiego nell'uno o l'altro paese della Comunità, per il calcolo delle pensioni di invalidità, di vecchiaia o di reversibilità,
- il trasferimento delle pensioni e delle prestazioni di sicurezza sociale.

A-7



- Consigli pratici.

In materia di sicurezza sociale, prima della partenza dal propriopaese, il lavoratore non deve dimenticare di chiedere al proprio istituto, di assicurazione un attestato redatto sul formulario modello n° 104 e trasmetterlo all'ente di sicurezza sociale competente per il nuovo impiego in Francia, al fine di beneficiare immediatamente dei vantaggi della legislazione francese.

in materia di occupazione,

Per tutti i problemi riguardanti l'esercizio delle attività subordinate è opportuno che si rivolga per la propria informazione all'Agenzia locale per l'impiego, competente per il luogo in cui egli ha il suo nuovo domicilio in Francia.

in materia di soggiorno;

L'interessato deve rivolgersi all'addetto peno il Commissariato di Polizia competente per la propria residenza in Francia (per Parigi il service des étrangers de la Préfecture de Police, 6eme Bureau, Caserne de la Cité, 7 boulevard du Palais, Paris 4eme)



A-0



- Allgemeine Informationen über die Gemeinschaftsbestimmungen auf dem Gebiet der «Freizügigkeit der Arbeitnehmer».

Die EWG-Verordnung 1612/68 vom 15. Oktober 1968, die den Grundsatz der Freizügigkeit der Arbeitnehmer innerhalb der Gemeinschaft verfügt, findet auf das gesamte französische Staatsgebiet (Departements des französischen Mutterlandes und in Übersee) Anwendung.

Die Bestimmungen gelten für die deutschen, belgischen, britischen, dänischen, irischen, italienischen, luxemburgischen und niederländischen Staatsangehörigen, die eine entlohnte Berufstätigkeit in Frankreich ausüben möchten oder ausüben.

A-1



- Gleichbehandlung mit den inländischen Arbeitnehmern hinsichtlich:

A-1.00



- des Rechtes, eine freie Stelle zu besetzen;

Die betreffenden Personen sind berechtigt, in Frankreich eine entlohnte Tätigkeit (Tätigkeit im Lohn- oder Gehaltsverhältnis) zu den gleichen Bedingungen wie ein französischer Arbeitnehmer aufzunehmen.

Sie können mit dieser Berechtigung während 90 Tagen in Frankreich frei (uneingeschränkt) eine Beschäftigung suchen.

A-1.10



- des Rechtes auf Amtshilfe bei der Suche nach einer Beschäftigung

Sie haben die Möglichkeit, sich bei der für ihren Wohnsitz in Frankreich zuständigen Dienststelle der "Agence Nationale pour l'Emploi" (Nationales Amt für Beschäftigung) als Arbeitssuchende einzuschreiben.

A-1.20



- des Rechtes, eine Beschäftigung auszuüben;

Sie brauchen für die Ausübung der entlohnten Tätigkeit ihrer Wahl in dem gesamten französischen Absatzgebiet keine Arbeitserlaubnis zu besitzen.



A-1.30



- der Ausübung der gewerkschaftlichen Rechte und der Arbeitnehmervertretungen in den Betrieben.

Die Arbeitnehmer, die Staatsangehörige eines der Mitglieds-länder der EWG sind, haben in Frankreich Anspruch auf gleiche Behandlung hinsichtlich der Zugehörigkeit zu Gewerkschaften und der Ausübung gewerkschaftlicher Rechte, einschließlich des Wahlrechts.

Sie sind außerdem zu den Ämtern Betriebsratsmitglied, Personalvertreter und Gewerkschaftsvertreter wählbar. Dagegen sind sie nicht berechtigt, die Gewerkschaften innerhalb Körperschaften öffentlichen Rechts und auch nicht in den verschiedenen Instanzen (Organen) und Abordnungen zu vertreten, die mit Verantwortlichkeiten öffentlichen Rechts verbunden sind.

A-2



- Die Ausstellung der «Aufenthalts-erlaubnis für Angehörige eines Mitgliedstaats der EWG» für:

A-2.00



- Dauerarbeitnehmer,

Sobald die Beschäftigung im französischen Hoheitsgebiet für einen drei Monate übersteigenden Zeitraum vorgesehen ist, erhalten die betreffenden Personen eine Aufenthaltserlaubnis als Staatsangehöriger der EWG, die für das gesamte französische Hoheitsgebiet gilt. Sie ist grundsätzlich automatisch erneuerbar.

Dieses Dokument wird von den zuständigen Präfekturen für den Wohnsitz des Arbeitnehmers in Frankreich ausgestellt, und zwar gegen Vorlage:

- seines gültigen Personalausweises des Herkunftslandes oder seines gültigen Reisepasses
- einer "déclaration d'engagement" (Erklärung über das Bestehen eines Arbeitsverhältnisses) eines Arbeitgebers.

A-2.10



- Grenzarbeitnehmer,

Diese erhalten eine "Arbeitserlaubnis für Grenzarbeitnehmer aus einem Mitgliedstaat der EWG", die von Rechts wegen auf der Grundlage einer "déclaration d'engagement ou d'emploi" (Anstellungs- oder Beschäftigungserklärung) eines Arbeitgebers erneuerbar ist.



A-2.20



— Saisonarbeitnehmer.

Die Saisonarbeitnehmer, die einreisen, um ihre entlohnte Berufstätigkeit in Frankreich unter einem von den Arbeitsämtern bestätigten Vertrag im Rahmen der unterstützten Einwanderung auszuüben, wohnen in Frankreich unter dem Schutz dieses Dokuments. Wenn sie außerhalb des Rahmens der unterstützten Einwanderung nach Frankreich eingereist sind, erhalten sie eine Aufenthaltsgenehmigung von einer Gültigkeitsdauer, die der Dauer ihrer Saisontätigkeit entspricht, gegen Vorlage einer "Déclaration d'engagement" (Erklärung über das Bestehen eines Arbeitsverhältnisses).

A-3



— Beweggründe für die Verweigerung der Aufenthaltserlaubnis.

Diese Beweggründe beruhen ausschließlich auf Erwägungen im Hinblick auf die öffentliche Gesundheit und die öffentliche Ordnung.

A-4



— Zugang zur Wohnung und Erlangen des Wohnungseigentums.

Der Arbeitnehmer, der Staatsangehöriger eines Mitgliedstaats der EWG und in Frankreich beschäftigt ist,

- kann alle Rechte und Vergünstigungen in Anspruch nehmen, die den französischen Arbeitnehmern hinsichtlich einer Wohnung, einschließlich der Erlangung des Eigentums an der von ihm benötigten Wohnung, zustehen,
- kann sich mit dem gleichen Recht wie die inländischen Arbeitnehmer an seinem Wohnort in die Liste der Wohnungssuchenden einschreiben und so die gleichen Vergünstigungen und den gleichen Rang erlangen.

A-5



— Möglichkeit, mit der Familie im Aufnahmeland Wohnung zu nehmen.

1. Bei dem Arbeitnehmer, der die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats der EWG besitzt, dürfen folgende Personen ungeachtet ihrer Staatsangehörigkeit in Frankreich Wohnung nehmen:
 - sein Ehegatte und seine Kinder, die noch nicht 21 Jahre alt sind oder denen Unterhalt gewährt wird;
 - seine Verwandten und die Verwandten seines Ehegatten in aufsteigender Linie, denen er Unterhalt gewährt;
 - gegebenenfalls alle weiteren Mitglieder seiner Familie.



2. Der Arbeitnehmer muß in Frankreich eine Wohnung besitzen, die familiären Bedürfnissen angemessen ist.



A-6

- Allgemeine Informationen über die Gemeinschaftsbestimmungen auf dem Gebiet der sozialen Sicherheit für die innerhalb der Gemeinschaft wandernden Arbeitnehmer.

Die EWG-Verordnungen 1408/71 und 574/72 gewährleisten den Arbeitnehmern, die Staatsangehörige eines Mitgliedstaats der Gemeinschaft und in Frankreich beschäftigt sind:

- die Gleichbehandlung mit den französischen Arbeitnehmern im Bereich der sozialen Sicherheit,
- die Anrechnung der innerhalb der Gemeinschaft zurückgelegten Versicherungs- und Beschäftigungszeiten zur Berechnung der Invaliditäts-, Alters- und Hinterbliebenenrenten,
- den Transfer der Renten und Leistungen der sozialen Sicherheit.

A-7



- Praktische Hinweise.

- im Bereich der sozialen Sicherheit darf der Arbeitnehmer vor seiner Ausreise aus seinem Herkunftsland nicht versäumen, bei seinem Versicherungsträger eine Bescheinigung auf dem Musterformular Nr. 104 zu beantragen und es bei dem für seine neue Beschäftigung in Frankreich zuständigen Träger der sozialen Sicherheit einzureichen, damit er die Vergünstigungen der französischen Gesetzgebung sofort in Anspruch nehmen kann.

- im Bereich der Beschäftigung

Für sämtliche Fragen, die die Ausübung der entlohnten Tätigkeiten betreffen, wird empfohlen, sich wegen näherer Auskünfte an die "Agence locale pour l'Emploi" (das örtliche Amt für Beschäftigung) zu wenden, die für seinen neuen Wohnsitz in Frankreich zuständig ist.

- im Bereich des Aufenthalts

Der betreffende Arbeitnehmer muß sich an den Beauftragten des für seinen Wohnsitz in Frankreich zuständigen Polizeikommissariats wenden (für Paris an den "Service des Etrangers de la Préfecture de Police", 6^{ème} Bureau, Caserne de la Cité, 7 Boulevard du Palais, Paris 4^{ème}).



A-0

- Algemene inlichtingen over de Gemeenschapsbepalingen inzake «het vrije verkeer van werknemers».

Verordening (EEG) 1612/68 van 15 oktober 1968, dat het beginsel behelst van het vrije verkeer van de werknemers binnen de Gemeenschap, is van toepassing op het gehele Franse grondgebied (het moederland en de overzeese departementen). Onder de toepassings sfeer van de voorschriften vallende de Duitse, Belgische, Britse, Deense, Ierse, Italiaanse, Luxemburgse en Nederlandse onderdanen die arbeid in loondienst in Frankrijk wensen uit te oefenen of uitoefenen.



A-1

- Gelijkheid van behandeling met de nationale werknemers inzake:

A-1.00



- het recht om op een openstaande betrekking in te gaan;

De betrokkenen hebben het recht in Frankrijk onder dezelfde voorwaarden als de Franse werknemer in te gaan op een openstaande betrekking in loondienst. Zij kunnen uit dien hoofde gedurende 90 dagen vrij een betrekking zoeken in Frankrijk.

A-1.10



- het recht op bijstand van de arbeidsbureaus bij het zoeken naar werk;

Zij kunnen zich als werkzoekende laten inschrijven bij de afdeling van de Nationale Dienst voor Arbeidsvoorziening die ten aanzien van hun verblijf in Frankrijk bevoegd is.

A-1.20



- het recht om arbeid in loondienst te verrichten;

Om in Frankrijk het door hen gekozen beroep in loondienst uit te oefenen behoren ze niet in het bezit te zijn van een arbeidsvergunning.

A-1.30



- het recht tot uitoefening van syndicale rechten en van vertegenwoordiging van het personeel in de onderneming.

De uit de lid-staten van de EEG afkomstige werknemers hebben in Frankrijk dezelfde rechten ten aanzien van het lidmaatschap van vakorganisaties en de uitoefening van de vakbondsrechten, met inbegrip van het stemrecht, als de nationale werknemers. Ook kunnen zij gekozen worden tot lid van de ondernemingsraden als personeels- en als vakbondsafgevaardigde. Daartegenover is het hen niet toegestaan de vakorganisaties in wette-



lijke organen en in diverse instellingen of bij opdrachten waarbij de betrokkenen publiekrechtelijke verantwoordelijkheid dragen te vertegenwoordigen.

A-2



— De verlening van de «verblijfskaart aan een onderdaan van een lid-staat der EEG» voor:

A-2.00



— de blijvende werknemers,

Wanneer de duur van de tewerkstelling op het Franse grondgebied wordt voorzien een periode van drie maanden te overschrijden, wordt aan de betrokkenen een verblijfskaart afgegeven die speciaal is bestemd voor de onderdanen van de EEG en die geldig is voor het gehele Franse grondgebied. De kaart kan in beginsel zonder meer worden verlengd.

De afgifte van de kaart geschiedt door de diensten van de prefectuur die eveneens de formaliteiten in verband met het verblijf van de werknemers regelen, na overleging van :

- een geldige identiteitskaart of geldig paspoort van de betrokkene,
- een door de werkgever verstrekte verklaring van indienstneming of tewerkstelling.

A-2.10



— de grensarbeiders,

Deze werknemers komen in aanmerking voor een "grensarbeiderskaart voor uit de landen van de EEG afkomstige onderdanen", welke kaart zonder meer kan worden verlengd op grond van een door de werkgever verstrekte verklaring van indienstneming of tewerkstelling.

A-2.20



— de seizoenarbeiders.

Seizoenarbeiders die in het kader van de begeleide immigratie, in Frankrijk komen werken op grond van een door de dienst van arbeidsvoorziening gevisieerd arbeidscontact kunnen hun verblijf in Frankrijk wettigen op vertoon van dit document. Zijn ze Frankrijk via de niet-officiële kanalen binnengekomen dan wordt hen op vertoon van door de werkgever verstrekte verklaring van indienstneming of tewerkstelling, een verblijfsvergunning afgegeven waarvan de geldigheid overeenstemt met de periode dat door de betrokkenen seizoenarbeid wordt verricht.



A-3



— Redenen van weigering van de verblijfskaart.

Deze redenen betreffen uitsluitend overwegingen in verband met de volksgezondheid en de openbare orde.

A-4



— Recht op huisvesting en op eigendomsverwerving van woning.

De uit een lid-staat van de EEG afkomstige werknemer die is tewerkgesteld in Frankrijk,

- geniet alle rechten en voordelen welke aan de Franse werknemers worden toegekend inzake huisvesting, met inbegrip van het in eigendom verwerven van de woongelegenheden welke hij nodig heeft,
- kan zich, op gelijke wijze als de nationale werknemers, in zijn plaats van vestiging, laten inschrijven op de lijst van woningzoekenden en komt in aanmerking voor de voordelen en prioriteiten welke daaruit voortvloeien.

A-5



— Mogelijkheid van vestiging met de familie in het land van verblijf.

1° Met de werknemer die onderdaan is van een lid-staat van de EEG mogen zich op het Franse grondgebied vestigen, ongeacht hun nationaliteit :

- zijn echtgenoot en bloedverwanten in neergaande lijn beneden de leeftijd van 21 jaar of die ten laste zijn,
- de bloedverwanten in opgaande lijn van deze werknemer en van zijn echtgenote die te laste zijn van hem,
- in voorkomend geval, ieder ander familielid.

2° De betrokken werknemer moet in Frankrijk de beschikking hebben over een woongelegenheden, welke tegemoet komt aan de behoeften van het gezin.

A-6



— Algemene inlichtingen over de Gemeenschapsbepalingen inzake sociale zekerheid voor de werknemers die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen.

De Verordeningen (EEG) 1408/71 en 574/72 waarborgen voor de uit een lid-staat van de Gemeenschap afkomstige werknemers die in Frankrijk zijn tewerkgesteld :

- de gelijke behandeling met de nationale werknemers wat betreft de sociale zekerheidsregelingen,
- de samentelling van de tijdvakken inzake verzekering of tewerkstelling die in een of meer landen van de Gemeenschap zijn vervuld, voor de berekening van de invaliditeits-, ouderdoms- en terugvallende pensioenen,



- de overdracht van de pensioenen en sociale zekerheidsvoorzieningen.

A-7



— Praktische raadgevingen.

- wat betreft de sociale zekerheid : om onmiddellijk voor de wettelijke voorzieningen in aanmerking te komen..

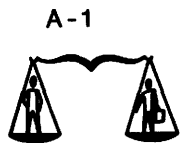
wettelijke voorzieningen in aanmerking te komen de werknemer, voordat hij moet zijn land van herkomst verlaat, bij de verzekeringstelling waarbij hij is aangesloten een verklaring aanvragen, die is opgesteld op grond van model nr. IO4 en deze, alvorens in Frankrijk zijn werkzaamheden aan te vatten, aan de bevoegde sociale zekerheidsinstelling over te leggen.

- wat betreft de tewerkstelling :
Voor alle kwesties in verband met de uitoefening van de werknemersactiviteiten verdient het aanbeveling dat de betrokkene zich tot de lokale afdeling van de dienst is voor arbeidsvoorziening die ter zake van zijn verblijf in Frankrijk competent is.
- wat betreft het verblijf :
De te raadplegen contactpersoon is de medewerker van het Politiecommissariaat tot wie hij zich in verband met de kwesties zijn verblijf in Frankrijk betreffende dient te wenden (in Parijs is dat de Dienst voor de Buitenlanders van de Préfecture de Police, 6de bureau, 7 kazerne de la Cité, Boulevard du Palais, Paris 4ème).

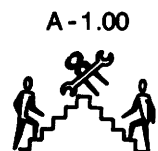


- General information on the Community provisions with regard to «freedom of movement of workers».

Rule EEC 1612/68 of the 15th October 1968 which sets out the principle of free movement of workers within the Community is in force on all French territories (metropolitan and overseas departments)
These provisions apply to German, Belgian, British, Danish, Irish, Italian, Luxemburgish and Dutch citizens wishing to take up or actually undertaking professional employment in France.

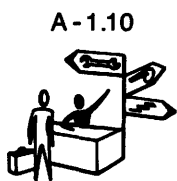


- Equality of treatment with national workers as regards:



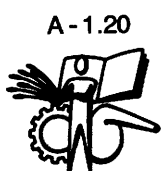
- the right to fill a vacancy;

Those concerned have the right to be engaged in salaried employment in France under the same conditions as the French workers. Accordingly, they are entitled to seek employment in France during a period of 90 days.



- the right to benefit from the assistance of employment offices to find employment;

They are allowed to register for work at the National Employment Agency covering the area where they live.



- the right to follow employment;

They are not required to hold a work permit in order to practice their chosen profession in any part of the French territories.



A-1.30 — the exercise of trade union rights and of staff representation in the undertaking.



Workers who are citizens of one of the member States of EEC enjoy equal treatment in France in matters of membership of Trade unions and exercise of union rights, including the right to vote. They may also be elected as members of firm committees, as personal representatives or as trade union delegates. They are not however authorized to represent the trade union in public law organizations nor in various levels or missions in which legal responsibility is implied.

A-2 — The issue of the «residence permit for nationals of a Member State of the EEC» for:



A-2.00 — permanent workers;



As soon as employment on French territory is arranged for longer than three months, those concerned are issued with a residence permit for EEC citizens, valid for all French territories. It may in principle, be automatically renewed. This document is issued by the prefectural authorities competent for residence in France, on production of :

- . a valid national identity card of passport.
- . declaration of engagement for work from an employer.

A-2.10 — frontier workers;



These workers are issued with a "Border worker card for citizen of an EEC member-State". Fully renewable on the basis of an employer's declaration of engagement or employment.



A-2.20

— seasonal workers;



Seasonal workers coming to carry out their professional activities in France whilst holding a contract signed by the employment department, and under the "assisted immigration" scheme, reside in France under the authority of this document. If they come to France outside the "assisted immigration" scheme they are issued with a residence permit, the validity of which corresponds to the length of their seasonal work. The residence permit is issued when a declaration of employment is shown.

A-3

— Reasons for refusal of residence permit



These reasons only stem out of considerations relative to public health or public order.

A-4

— Access to housing and to the ownership of housing



- The worker, citizen of member State of the EEC, working in France:
enjoys all rights and benefits granted to French workers concerning accommodation including access to the full property rights on his housing
- may in the same way as the nationals apply in the area of his residence for a place on the housing list, and enjoy the resulting advantages and privileges.

A-5

— Possibility of the worker settling with his family in the host country



- 1° Have the right to reside in France with the worker who comes from a EEC member-State, irrespective of their nationality :
 - the spouse and children under 21 years of age or dependent
 - the parents of both husband and wife if dependent
 - eventually any other member of the family
- 2° the worker must have accommodation in France that meets the needs of the family.



A-6



— General information on the Community provisions with regard to social security for workers moving within the Community

Rules EEC 1408/71 and 574/72 guarantee to workers coming from a member-State of the Community and employed in France ;

- . equality of treatment with the French workers in social security matters
- . accumulation of insurance or employment periods in any one of the community countries for calculation of disability pensions, old age pensions and reversion pension
- . the transfer of pensions and social security indemnities.

A-7



— Practical advice

- . In so far as social security is concerned it is important that the worker obtain from his insurance agency a declaration on form N° 104 to sent to the appropriate security agency for his new employment in France, in order that he may enjoy the advantages of French social legislation on this field immediately.
- . for employment.

For all problems concerning the exercise of salaried activities it is advisable to contact the local Employment Agency in the area of the new residence in France .

- . for residence.

The person concerned must contact the Police Commissioner in charge of residence in France (For Paris, Service des Etrangers de la Préfecture de Police, 6eme Bureau, Caserne de la Cité, 7 Boulevard du Palais, Paris 4eme).



A-0



- Almindelige oplysninger om fællesmarkedsbestemmelser angående «arbejdskraftens fri bevægelighed».

Forordning (EØF) nr. 1612/68 af 15. oktober 1968, som giver regler for princippet om arbejdskraftens frie bevægelighed inden for Fællesskabet, gælder for hele det franske territorium (hovedland og oversøiske departementer).

Bestemmelserne gælder for vesttyske, belgiske, britiske, danske, irske, italienske, luxembourgske og nederlandske statsborgere, som ønsker at udøve eller udøver lønnet beskæftigelse i Frankrig.

A-1



- Ligebehandling med indenlandske lømodtagere angående:

A-1.00



- ret til en ledig beskæftigelse;

De pågældende har i Frankrig adgang til lønnet beskæftigelse på samme vilkår som den franske arbejdstager.

De kan derfor frit søge beskæftigelse i Frankrig i 90 dage.

A-1.10



- retten til at få bistand fra arbejdsformidlingskontorerne til at søge en beskæftigelse;

De har mulighed for at lade sig indskrive som arbejdssøgende ved "l'Agence Nationale pour l'Emploi" (det kompetente statslige arbejdsformidlingskontor), hvor de har bopæl.

A-1.20



- retten til at udøve en beskæftigelse;

De kan udøve lønnet beskæftigelse efter deres eget valg overalt på fransk territorium, uden at der kræves arbejdstilladelse.

A-1.30



- udøvelse af fagforeningsrettigheder og retten til personalerepræsentation i virksomheden.

Arbejdstagere, der er statsborgere i en EF-medlemsstat, har i Frankrig ret til ligestilling med hensyn til medlemskab af



fagforeninger og udøvelse af fagforeningsrettigheder, herunder valgret.

De er også valgbare som medlemmer af samarbejdsudvalg, som personale- og fagforeningsrepræsentanter.

Derimod er de ikke berettiget til at repræsentere fagforeningerne over for offentlige organer og heller ikke til at udføre offentligretlige hverv.

A-2



— Udstedelse af «opholdstilladelse for statsborgere i et EF medlemsland»:

A-2.00



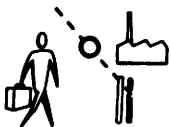
— permanente arbejdere;

Så snart varigheden af deres beskæftigelse på fransk territorium forventes at overstige tre måneder, udstedes der til de pågældende "opholdstilladelse for en statsborger i et EF-medlemsland", der gælder for hele det franske territorium. Den forlænges i princippet automatisk.

Opholdstilladelsen udstedes af "les services préfectoraux" på arbejdstagerens opholdssted i Frankrig mod forevisning af:

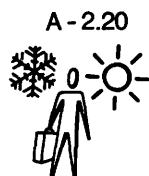
- nationalt identitetskort eller gyldigt pas,
- en erklæring fra arbejdsgiveren om ansættelse hos denne.

A-2.10



— grænsearbejdere;

Disse får udleveret en "tilladelse for grænsearbejdere, der er statsborgere i et EF-medlemsland", som uden videre kan forlænges på grundlag af en erklæring fra en arbejdsgiver om ansættelse eller beskæftigelse.



A-2.20

— sæsonarbejdere;

Sæsonarbejdere, som udøver lønnet beskæftigelse i Frankrig under en kontrakt, der er attesteret af arbejdsformidlingen og falder ind under "immigration assistée", kan opholde sig i Frankrig med dette dokument som legitimation. Hvis de er indrejst i Frankrig uden at falde ind under "immigration assistée", forsynes de mod forevisning af en ansættelseserklæring med en opholdstilladelse, der har samme varighed som deres sæsonarbejde.



A-3

— Grunde til nægtelse af opholdstilladelse

Nægtelse kan kun begrundes med hensynet til den offentlige orden, sikkerhed og sundhed.



A-4

— Adgang til bolig og til at eje en bolig

En arbejdstager, der er statsborger i et EF-medlemsland og er beskæftiget i Frankrig, har

- alle de rettigheder og fordele, som tilkommer franske arbejdstagere med hensyn til bolig, herunder adgang til at eje den fornødne bolig,
- adgang til på sit bopælssted på samme grundlag som indenlandske arbejdstagere at lade sig opføre på listen over bologsøgende og til de deraf flydende rettigheder og fordele.



A-5

— Mulighed for at bosætte sig med familie i modtagerlandet

1. Følgende personer har uanset nationalitet ret til at bosætte sig i Frankrig sammen med en arbejdstager, der er statsborger i en medlemsstat:

- hans ægtefælle og hans børn, der er under 21 år eller forsørges af ham,



- hans eller hans ægtefælles slægtninge i opstigende linje, når disse forsørges af ham,
- i givet fald ethvert andet medlem af hans familie.

2. Arbejdstageren skal råde over en bolig i Frankrig, der svarer til familiens behov.



A-6

- Almindelige informationer om fællesmarkedsbestemmelserne vedrørende social sikkerhed for lønmodtagere, der flytter inden for Fælleskabet

Forordningerne (EØF) nr. 1408/71 og 574/72 sikrer arbejdstagere, der er statsborgere i en af Fællesskabets medlemsstater, og som har beskæftigelse i Frankrig:

- ligestilling med franske arbejdstagere med hensyn til social sikring,
- sammenlægning af forsikrings- eller beskæftigelsesperioder i det ene eller det andet af Fællesskabets lande ved beregning af ydelser ved invaliditet, alderdom og omstilling,
- overførsel af pensioner og sociale sikringsydelser.

A-7



- Praktiske råd

For den sociale sikrings vedkommende må arbejdstageren ikke undlade ved afrejsen fra sit hjemland at anmode sit forsikringsorgan om en attestations på formular nr. 104 og at aflevere denne til det forsikringsorgan, han henhører under i sin nye beskæftigelse i Frankrig, således at han straks kan opnå sikring under den franske lovgivning.

For beskæftigelsens vedkommende bør den pågældende i alle spørgsmål vedrørende udøvelsen af lønnet beskæftigelse henvende sig til "l'Agence Locale pour l'Emploi" (den lokale arbejdsformidlingsinstitution) på den nye bopæl i Frankrig for



at få oplysninger.

For opholdstilladelsens vedkommende bør den pågældende henvende sig til politimyndigheden på det sted i Frankrig, hvor han opholder sig (i Paris til kontoret for udlændinge ved Préfecture de Police, 6^{ème} bureau, Caserne de la Cité, 7 Boulevard du Palais, Paris 4^{ème}).

**Direction générale des Affaires sociales
Bureau européen de Coordination**

**Direzione generale degli Affari sociali
Ufficio europeo di Coordinamento**

**Generaldirektion Soziale Angelegenheiten
Europäisches Koordinierungsbüro**

**Directoraat-Generaal Sociale Zaken
Europees Coördinatiebureau**

**Directorate General for Social Affairs
European Coordination Office**

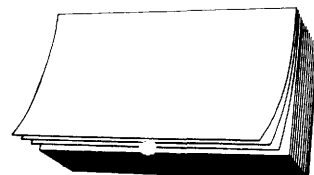
**Direktoratet for Sociale Anliggender
Det europæiske koordineringsbureau**



- INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE PAYS
- INFORMAZIONI GENERALI SUL PAESE
- ALLGEMEINE INFORMATIONEN ÜBER DAS LAND
- ALGEMENE INLICHTINGEN OVER HET LAND
- GENERAL INFORMATION ON THE COUNTRY
- ALMINDELIGE OPLYSNINGER OM LANDET



- Informations mises à jour le:*
- Informazioni aggiornate al:*
- Informationen auf den neuesten Stand gebracht am:*
- Inlichtingen op de nieuwste stand gebracht op:*
- Information brought up to date on:*
- Oplysninger ført à jour den:*





Situation géographique
EUROPE OCCIDENTALE



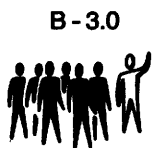
Superficie
551.000 KM2



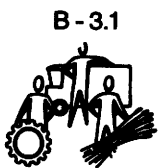
Climat
TEMPÉRÉ



Population
52 675 000 AU 1ER JANVIER 1975



dont: population étrangère
4 000 000



travailleurs salariés occupés
16 730 000 AU 1ER JANVIER 1975



dont: agriculture



B-3.11

dont: industrie



B-3.12

dont: services



B-3.20

travailleurs étrangers occupés



1 900 000

B-3.21

dont: travailleurs communautaires



B-4

Capitale



PARIS

B-5

Langue



FRANÇAIS

B-6

Régime politique



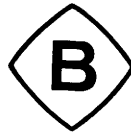
DÉMOCRATIE

B-7

Economie



LIBÉRALE



Situation géographique
EUROPE OCCIDENTALE



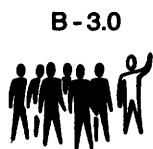
Superficie
551.000 KM²



Climat
TEMPÉRÉ



Population
52 675 000 AU 1ER JANVIER 1975



dont: population étrangère
4 000 000



travailleurs salariés occupés
16 730 000 AU 1ER JANVIER 1975



dont: agriculture



B-3.11

dont: industrie



B-3.12

dont: services



B-3.20

travailleurs étrangers occupés

1 900 000



B-3.21

dont: travailleurs communautaires



B-4

Capitale

PARIS



B-5

Langue

FRANÇAIS



B-6

Régime politique

DÉMOCRATIE



B-7

Economie

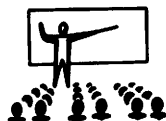
LIBÉRALE





B-8

Enseignement



B-8.0

Organisation scolaire



ENSEIGNEMENT PRÉ--SCOLAIRE DISPENSÉ POUR LES ENFANTS DE 3 À 5 ANS PAR LES ÉCOLES MATERNELLES

ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRÉ DE 6 À 10 ANS RÉVOLUS

LE PREMIER CYCLE DU SECOND DEGRÉ EST DISPENSÉ PAR LES C.E.S QUI REMPLACENT LES C.E.G ET PRÉPARENT AU B.E.P.C (DURÉE 4 ANS)

LE SECOND CYCLE DU SECOND DEGRÉ EST DISPENSÉ PAR LES LYCÉES ET PRÉPARENT AU BACCALAURÉAT, SOIT CLASSIQUE, SOIT MODERNE, SOIT TECHNIQUE

B-8.1

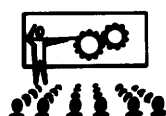
Obligation scolaire



16 ANS

B-8.2

Organisation de la formation professionnelle



DEUX TYPES DE FORMATION

LA PREMIÈRE CONCERNE LES JEUNES

D'APRÈS LA LOI DE 1968, APRÈS LE B.E.P.C, DEUX ANNÉES D'ÉTUDE PRÉPARENT AU BREVET PROFESSIONNEL DANS LES LYCÉES D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE. LA FORMATION ASSEZ DIVERSIFIÉE PRÉPARE AUX EMPLOIS DU SECONDAIRE ET DU TERTIAIRE

LA SECONDE CONCERNE LES ADULTES

EN CAS DE RECYCLAGE, UNE FORMATION EST ASSURÉE PAR LES CENTRES DE L'A.F.P.A .(*)

LA DURÉE DES COURS EST VARIABLE. (DE 6 MOIS À UN AN, SELON LES MATIÈRES).

EN 1971, 52.000 STAGIAIRES SONT PASSÉS PAR LES CENTRES DE L'A.F.P.A

(*) (ASSOCIATION POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES)



B-9

La politique sociale et les partenaires sociaux (bref aperçu)



B-9.1

Organismes d'information et d'accueil



ORGANISMES D'ASSISTANCE

OU BIEN

SERVICE AUPRÈS DUQUEL LE TRAVAILLEUR RESSORTISSANT D'UN ÉTAT MEMBRE
PEUT OBTENIR TOUS RENSEIGNEMENTS UTILES SUR CES ORGANISMESSERVICE SOCIAL D'AIDE AUX ÉMIGRANTS
391, RUE DE VAUGIRARD, 75-PARIS XVÈME



Situazione geografica
Europa Occidentale



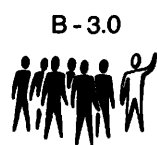
Superficie
551.000 km²



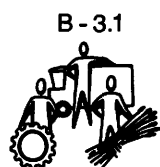
Clima
Temperato



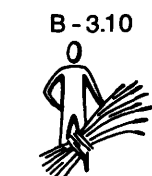
Popolazione
52 675 000 al 1° gennaio 1975



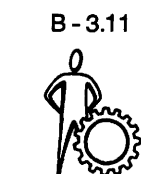
di cui: popolazione straniera
4 000 000



lavoratori dipendenti occupati
16 730 000 al 1° gennaio 1975



di cui: agricoltura



di cui: industria



F

6

B-3.12

di cui: servizi



B-3.20

lavoratori stranieri occupati

1 900 000



B-3.21

di cui: lavoratori Comunitari



B-4

Capitale

Parigi



B-5

Lingua

Francese



B-6

Regime politico

Democratia



B-7

Economia

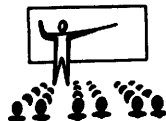
Liberale





B-8

Istruzione



B-8.0

Assetto scolastico



- 1- Istruzione prescolastica per i bambini da 3 a 5 anni presso le scuole materne
- 2- Istruzione di 1° grado da 6 a 10 anni compiuti
3. Il primo ciclo del 2° grado è svolto dai C.E.S. che sostituiscono i C.E.G. e preparano al B.E.P.C (durata 4 anni)
4. Il secondo ciclo del secondo grado è svolto dai licei che preparano all'esame di maturità. Sia classica, sia moderna, sia tecnica.

B-8.1

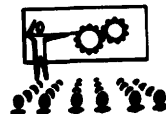
Obbligo scolastico



16 anni

B-8.2

Assetto della formazione



La prima riguarda i giovani :
Secondo la legge del 1968, dopo il B.E.P.C., con due anni di studio si può ottenere il "brevetto professionale" nei licei ad orientamento tecnico. La formazione, assai diversificata, prepara agli impieghi nei settori secondario e terziario.

La seconda riguarda gli adulti :
In caso di aggiornamento professionale, i centri della A.F.P.A. (*) provvedono alla formazione. La durata dei corsi è variabile (da 6 mesi a 1 anno, secondo le materie). Nel 1971, i centri della A.F.P.A. hanno accolto 52.000 allievi.

(*) Associazione per la formazione professionale degli adulti

B-9

La politica sociale e le parti sociali (breve resoconto)





B-9.1

**Enti assistenziali**

Servizio presso il quale il lavoratore cittadino di uno Stato membro può ottenere le informazioni utili ai tali enti.

Service Social d'Aide aux Emigrants
391 rue de Vaugirard, 75-Paris XVème



B-0

Lage

Westeuropa



B-1

Fläche

551.000 km²

B-2

Klima

gemässigt



B-3

Bevölkerung

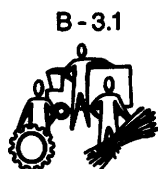
52 675 000 am 1 Januar 1975



B-3.0

davon: Ausländer

4 000 000



B-3.1

Arbeitskräfte im Lohn- und Gehalts verhältnis

16 730 000 am 1 Januar 1975

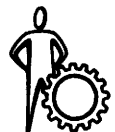
B-3.10

davon: Landwirtschaft



B-3.11

davon: Industrie





B-3.12

davon: Dienstleistungsbereich



B-3.20

beschäftigte Ausländer

1 900 000



B-3.21

davon: Gemeinschaftsangehörige



B-4

Hauptstadt

Paris



B-5

Sprache

Französisch



B-6

Staat und Regierungsform

Demokratie



B-7

Wirtschaft

Freie Wirtschaft





B-8

Unterricht



B-8.0

Schulwesen



1.

Vorschulischer Unterricht ; wird für Kinder von 3 bis 5 Jahren in den Kindergärten (Vorschulen) vermittelt.

2.

Volksschule(Grundstufe) : von 6 Jahren bis zum vollendeten 10. Lebensjahr

3.

Höhere Schule (Unterstufe) : der Unterricht wird in den CES (Höhere Schulen) erteilt, die die CEG (allgemeinbildende Schulen) ersetzen und auf das BEPC (Zeugnis der ersten Bildungsstufe) vorbereiten; Dauer 4 Jahre

4.

Höhere Schule (Oberstufe) : der Unterricht wird in Oberschulen erteilt und führt zur Reifeprüfung (humanistischer und neusprachlicher, naturwissenschaftlicher oder technischer Zweig)

B-8.1

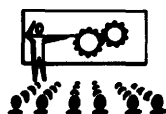
Schulpflicht



16 Jahre

B-8.2

Berufsausbildung



Die der Jugendlichen: Nach dem Gesetz aus dem Jahre 1968 bereitet - nach dem BEPC - die ziemlich vielseitige Ausbildung in den Berufsfachschulen die in zwei Jahren zum "brevet professionnel" (Berufsschulabschlusszeugnis bzw. Facharbeiterbrief) führt, auf Beschäftigungen im sekundären und tertiären Sektor vor.

Die der Erwachsenen: Im Falle der Nachschulung erfolgt die Ausbildung in den Ausbildungszentren des AFPA (*). Die Dauer der Lehrgänge ist unterschiedlich



(von sechs Monaten bis zu einem Jahr, je nach den Lehrfächern). Im Jahre 1971 zählten die Zentren des AFPA 52.000 Lehrgangsteilnehmer.

(*) Association pour la Formation Professionnelle des Adultes - Verband für die Berufsausbildung Erwachsener.

B-9

Die Sozialpolitik und die Sozial partner (kurze Übersicht)



B-9.1

Träger der Betreuung



Stelle, bei der der Arbeitnehmer aus einem Mitgliedstaat der Gemeinschaft jegliche Auskunft über diese Träger erhalten kann.

-SERVICE SOCIAL D'AIDE AUX EMIGRANTS 391 rue de Vaugirard, 75-PARIS XVe.



B-0

Aardrijkskundige situatie

WEST EUROPA



B-1

Oppervlakte

551.000 KM²



B-2

Klimaat

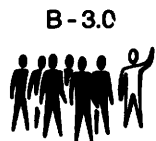
GETEMPERD



B-3

Bevolking

52 675 000 PER 1 JANUARI 1975



B-3.0

waarvan: buitenlandse bevolking

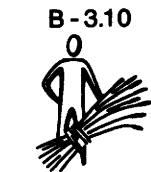
4 000 000



B-3.1

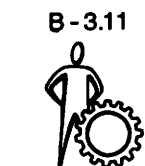
werknemers (werklozen uitgezonderd)

16 730 000 PER 1 JANUARI 1975



B-3.10

van wie: landbouw



B-3.11

van wie: industrie



B-3.12



van wie: dienstensector

B-3.20



buitenlandse werknemers (werklozen uitgezonderd)

1 900 000

B-3.21



van wie: uit de Gemeenschap

B-4



Hoofdstad

PARIJS

B-5



Taal

FRANS

B-6



Staat en regering

DEMOCRATIE

B-7



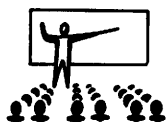
Economie

LIBERAAL



B-8

Onderwijs



B-8.0

Schoolsysteem



KLEUTERONDERWIJS VOOR KINDEREN VAN 3 T/M 5 JAAR

LAGERE SCHOOLONDERWIJS (EERSTE GRAAD) VOOR KINDEREN VAN 6 T/M 10 JAAR

HET LAGER MIDDELBAAR ONDERWIJS (2E GRAAD) WORDT GEGEVEN IN DE "COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (C.E.S)" DIE DE COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL" HEBBEN VERVANGEN EN VOORBEREIDEN OP HET "BREVET D'ETUDES DU PREMIER CYCLE" (IN 4 JAAR)

HET HOGER MIDDELBAAR ONDERWIJS WORDT GEGEVEN DOOR DE LYCEA, DIE OPLEIDEN VOOR DE KLASSIEKE, DE MODERNE OF DE TECHNISCHE RICHTING VAN HET BACCALAUREAATSEXAMEN

B-8.1

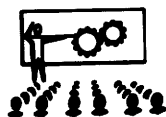
Leerplicht



TOT 16 JAAR

B-8.2

Organisatie van de beroepsopleiding



TWEE SOORTEN OPLEIDING :

VOOR DE JEUGD ;

KRACHTENS DE WET VAN 1968 KAN DE LEERLING, NA ZIJN B.E.P.C TE HEBBEN BEHAALD, OP DE ZOGENAAMDE "TECHNISCHE LYCEA" IN TWEE JAAR OPGELEID WORDEN VOOR HET "BREVET PROFESSIONNEL". DEZE, VRIJ VEELZIJDIGE OPLEIDING IS EEN VOORBEREIDING OP WERK IN DE SECONDAIRE EN DE TERTIAIRE SECTOR.

VOOR VOLWASSENEN :

IN GEVAL VAN OMSCHOLING WORDEN EN CURSUSSEN GEGEVEN DOOR DE CENTRA VAN DE VERENIGING VOOR DE BEROEPSOPLEIDING VAN VOLWASSENEN ("ASSOCIATION POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES" - A.F.P.A). DE CURSUSDUUR VARIEERT VAN 6 MAANDEN TOT 1 JAAR NAARGELANG VAN DE VAKKEN. IN 1971 WAREN BIJ DE A.F.P.A CENTRA 52.000 CURSISTEN INGESCHREVEN



B-9

Sociale politiek en de sociale partners (kort overzicht)



B-9.1

Organen van sociale bijstand



ORGANEN VAN SOCIALE BIJSTAND

OF

DIENST WAAR DE ONDERDAAN VAN EEN LIDSTAAT ALLE NUTTIGE INLICHTINGEN
BETREFFENDE DEZE ORGANEN KAN VERKRIJGEN

SERVICE SOCIAL D'AIDE AUX EMIGRANTS
391, RUE DE VAUGIRARD, 75 PARIS XVI



B-0

Geographical position



France is an independent State of Western Europe; located between the 42° and the 51° of northern latitude. Washed by the North Sea, the Channel, the Atlantic ocean and the Mediterranean sea, it is bordered by six countries : Belgium, Luxemburg, Germany, Switzerland, Italy and Spain.

B-1

Surface area



551.000 sq. km.

B-2

Climate



The climate is generally temperate with frequent changes of weather. However, because of its half-maritime and half-continental position and because it looks on the Mediterranean Sea, France is submitted to three types of climatic conditions according to the regions : maritime, continental and mediterranean. The average yearly temperature is 12°.

B-3

Population



52 675 000 inhabitants by the 1st January 1975.

B-3.0

of which: foreign population



4 000 000 foreigners by the 1st January 1975.

B-3.1

Employed paid workers



16 730 000 by the 1st January 1972 of which



B-3.10

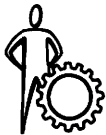
of whom: agriculture



450.000

B-3.11

of whom: industry



7.430.000

B-3.12

of whom: services



8.620.000

B-3.20

foreign workers employed
of whom: Community workers



1 900 000 of which 250.000 workers from the
Community

B-3.21



B-4

Capital



Paris

B-5

Language



French



B-6

Political system



According to the Constitution, France is a Republic indivisible, undenominational, democratic and social. The national sovereignty belongs to the people who exercise it through their representatives and by means of referendum.

The President of the Republic is the Head of State. He is elected by universal suffrage and appoints the Prime Minister. Together with the Government he constitutes the Executive.

The legislative power belongs to the Parliament which is composed of two chambers : the National Assembly and the Senate. Deputies to the National Assembly are elected by direct universal suffrage with a system of vote requiring the majority on one name, if necessary in two successive elections. The Senate is elected by indirect universal suffrage and ensures the representation of the subdivisions of the Republic.

The judiciary belongs to courts and tribunals. The President of the Republic guarantees the independence of the judiciary.

B-7

Economy



French economy is relatively balanced. Agriculture holds an important place, but since the last world war, industry has undergone a considerable development.

Small and medium-sized farms are predominant, but the production is extremely diversified and exceeds the needs.

France must import raw materials, for it does not produce any oil and natural gas of the Lacq region does not meet its needs.

Besides, coal mining in the North and in the East is declining. The main activities are in the manufacturing industries : mechanical construction, etc. The four biggest car manufacturing firms are : Renault, Citroën, Peugeot and Simca. France is short of manpower in this sector and in this building industry and public works ; that is why it needs the foreign workers.

The majority of firms are of average size, but a small number of big firms dominate the market and there is an important public sector.



The rate of growth of the industrial production is now very rapid, higher than 6 % a year. France exports agricultural products, and finished or semi-finished manufactured products. The trade balance is positive.

B-8

Education

Freedom of education is guaranteed by the Constitution. Therefore education is given in public or private institutions. Public education is undenominational and free of charge.

B-8.0

Educational system

- Pre-school education is optional and given in kindergarten to children from 3 to 5 years of age.

- First grade education is divided into two cycles :
the first cycle, compulsory and of a duration of 4 years is given in Secondary education Colleges and prepares for the Brevet Élémentaire du premier cycle (B.E.P.C.)
the second cycle of a duration of three years is given in Lycées and prepares to the baccalauréat, classical or modern or technical, which leads to higher education.

- the higher education is given in universities and schools of university level.

French courses and courses of introduction to French way of life are organized for foreign workers and members of their families. These evening courses are free and given either in schools of the public system by teachers of the Ministry of national Education, or by voluntary monitors belonging to subsidized private associations. Courses are also given more and more in the place of work, purporting to the profession.

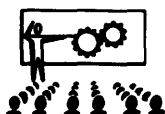


B-8.1

Compulsory education

From the age of 6 to the age of 16

B-8.2

Organisation of professional training

Two types of education :

The first is intended for young people :
According to the law of 1968, after the B.E.
P.C. two school years prepare to the "professional diploma" in the lycées of technical education. This quite diversified education prepares the students for employment in the secondary and tertiary sectors.

The second type is intended for adults :
in case of re-training, education is given in the centres of Association pour la Formation professionnelle des Adultes (Association for the professional training of adults : A.F.P.A.) The duration of this training varies. (From 6 months to one year, according to the subject matter) In 1971, 52.000 trainees have taken advantage of the A.F.P.A. centres.

B-9

Social policy and social partners (brief survey)

Foreign workers enjoy in France equality of rights with the nationals in regard to work and salary conditions, and to social security. They may freely join trade union and be active within it.

Work and salary conditions are regulated for the most part by collective agreement concluded between the most representative organizations of employers and employees.

However the national law covers also all the problems that arise in this field. Notably, it regulates the work contract and the protection of young workers. It determines the duration of work, the entitlement to holiday, sanitation and security. It requires equality of pay between men and women workers, and provides for a minimum inter-grade salary for growth.

Social security agencies, supervised by the



Government, are run by joint governing councils composed of representatives of the employers and the employees.

In each firm personnel delegates are responsible for the worker's interests and the firms with more than employees a firm committee is consulted, notably on the improvement of work and living conditions. Finally, each representative trade union may create within the firm a trade union section which ensures the representation of the professional interests of its members.

B-9.1

Information and reception organisations



Agencies for assistance or place where useful information can be given to the worker, citizen of a member-State Service social d'aide aux émigrants, 391 rue de Vaugirard, 75 Paris XVe.



B-0

Geografisk beliggenhed



Frankrig er en uafhængig stat i Vesteuropa, beliggende mellem den 42. og den 51. nordlige breddegrad. Det beskylles af Nordsøen, Kanalen, Atlanterhavet og Middelhavet og grænser op til seks lande: Belgien, Luxembourg, Vesttyskland, Schweiz, Italien og Spanien.

B-1

Areal

551.000 km².

B-2

Klima



Klimaet er i almindelighed tempereret med hyppige vejrforandringer. På grund af sin beliggenhed mellem kyst og fastland og som følge af sin Middelhavskyst har Frankrig alt efter region tre slags klima: kyst-, fastlands- og subtropisk klima.

Gennemsnitstemperaturen for hele året er 12 grader.

B-3

Befolkning



51.914.600 indbyggere pr. 1. januar 1973.

B-3.0

deraf: udlændinge



3.700.000 udlændinge pr. 1. januar 1973.



B - 3.1

beskæftigede lønmodtagere



16.500.000 pr. 1. januar 1972, hvoraf

450.000 i landbruget
7.430.000 i industrien
8.620.000 i servicefagene.

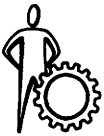
B - 3.10

heraf: landbrug



B - 3.11

heraf: industri



B - 3.12

heraf: tjenesteydelser



B - 3.20

beskæftigede udlændinge



1.600.000, hvoraf 250.000 fra Fællesskabet.

B - 3.21

heraf: arbejstagere fra Fællesskabet



B - 4

Hovedstad



Paris.



B-5

Sprog



Fransk.

B-6

Stat og regering



Ifølge forfatningen "er Frankrig en udelelig, verdslig, demokratisk og social republik folket har den nationale overhøjhed og udøver den gennem sine repræsentanter, der vælges ved folkeafstemning".

Republikkens præsident er statschef. Han vælges ved almindelig direkte valgret og udnævner premierministeren. Han har sammen med regeringen den udøvende magt.

Den lovgivende magt er hos parlamentet, der består af to kamre: Nationalforsamlingen og Senatet. De deputerede til Nationalforsamlingen vælges ved almindelige direkte valg i enkeltmandskredse ved stemmeflerhed i to afstemninger. Senatet vælges ved almindelige, indirekte valg og sikrer, at republikkens lokale organer bliver repræsenteret.

Den dømmende magt er hos domstolene. Republikkens præsident står inde for domstolenes uafhængighed.

B-7

Erhvervsliv



Frankrigs økonomi er forholdsvis afbalanceret. Landbruget indtager en vigtig plads, men efter den sidste verdenskrig har industrien gennemgået en betydelig udvikling.

De små og mellemstore landbrug er fremherskende, men produktionen er meget forskelligartet, og der er produktionsoverskud.

Frankrig må indføre råstoffer, idet landet ikke frembringer mineralske olieprodukter, og de naturlige gasforekomster i Lacq-regionen ikke dækker behovet; desuden er kulminedriften



i nord- og østegnene i tilbagegang. De mest fremtrædende virksomheder er forarbejdningsindustrierne: metalindustri, jernindustri, kemisk industri, maskinbyggeri De fire største automobilfabrikker er: Renault, Citroën, Peugeot og Simca. Frankrig har mangel på arbejdskraft i denne sektor og i den private og offentlige byggesektor; det er grunden til, at landet kalder på fremmede arbejdstagere.

Størstedelen af virksomhederne er af mellemstørrelse, men der er et lille antal store virksomheder, der dominerer markedet, ligesom den offentlige sektor er fremtrædende. Industriproduktionens vækstrate er for tiden meget stor, over 6% om året.

Frankrig eksporterer landbrugsvarer og halv- og helfabrikata. Der er overskud på handelsbalancen.

B-8

Uddannelse



I Frankrig sikrer loven undervisningsfrihed; den foregår således i offentlige eller private institutioner. Den offentlige undervisning er bekendelsesfri og vederlagsfri.

B-8.0

Skolesystem



- Der gives frivillig forskoleundervisning i børnehaverne for børn fra 3-5 år.
- Den obligatoriske underskoleundervisning for børn fra 6-10 år gives i underskolerne.
- Den videregående undervisning er delt i to afsnit:



- det første, obligatoriske afsnit, som varer i 4 år, foregår på "Collèges d'Enseignement secondaire" og forbereder til "Brevet Elémentaire du premier cycle" (B.E.P.C.),
 - andet afsnit, som varer i 3 år, foregår på lycéerne og forbereder til klassisk, moderne eller teknisk "baccalauréat", som giver adgang til den højere uddannelse.
- Den højere uddannelse foregår på universiteterne og på læreanstalter på universitetsplan.

Der gennemføres kurser i fransk og i tilpasning til fransk levevis for de udenlandske arbejdstagere og medlemmer af deres familie. Disse vederlagsfri aftenkurser foregår enten i de offentlige skolers lokaler med lærere fra det statslige skolevæsen eller med frivillige lærerkræfter fra private, statsstøttede foreninger. Et voksende antal kurser foregår også på arbejdspladserne inden for de faglige rammer.

B-8.1

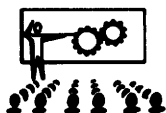
Undervisningspligt



Fra 6 til 16 år.

B-8.2

Organisation ad erhvervsuddannelse



- den første, beregnet for unge:

Ifølge loven af 1968 giver 2 års studier efter B.E.P.C. adgang til "brevet professionnel" ved de tekniske skoler. Denne uddannelse, der dækker mange forskellige områder, fører videre til højere uddannelser.

- den anden, beregnet for voksne:

Når der er tale om efteruddannelse, foregår denne ved undervisningscentre henhørende under "Association pour la Formation Professionnelle des Adultes" (A.F.P.A.). Kursernes varighed er forskellig. (Fra 6 måneder til et år, alt efter fag). I 1971 modtog 52.000 elever undervisning på A.F.P.A.'s centre.

B-9

Socialpolitik og sociale partnere (arbejdsmarkedets parter) (kort oversigt)



I Frankrig er udenlandske arbejdstagere ligestillet med franske statsborgere med hensyn til arbejdsbetingelser, aflønning og social sikring. De kan frit være medlemmer af fagforeninger og være aktive inden for disse.

Arbejds- og lønvilkårene er i vidt omfang reguleret ved kollektive overenskomster mellem de mest repræsentative fagforeninger og arbejdsgiverne.

Den nationale lovgivning dækker ligeledes alle de spørgsmål, der ligger inden for dette område. Lovens bestemmelser omfatter især arbejdskontrakten og beskyttelsen af unge arbejdstagere. Den giver regler for arbejdstidens længde, retten til ferie, sundheds- og sikkerhedsmæssige forhold. Den sikrer ligeløn for mandlige og kvindelige arbejdstagere og bestemmer, at der skal være en tværfaglig, pristalsbunden mindstelønsordning.

De sociale sikringsordningers kasser, der står under regeringens tilsyn, ledes af bestyrelser med lige repræsentation for arbejdsgivere og arbejdstagere.

Der findes organer af rådgivende og besluttende karakter og ankeorganer, hvori arbejdsmarkedets parter er repræsenteret, inden for andre områder af erhvervslivet.



Personalerepræsentanter inden for de enkelte virksomheder har til opgave at varetage arbejdstagernes interesser, og i virksomheder med mere end 50 ansatte forelægges spørgsmål om forbedring af personalets arbejds- og levevilkår for et samarbejdsudvalg. Endelig kan de anerkendte fagforeninger oprette afdelinger inden for virksomheden, som sikrer, at medlemmernes faglige interesser bliver varetaget.

B-9.1

Sociale institutioner for oplysning og bistand



SERVICE SOCIAL D'AIDE AUX IMMIGRANTS

391, rue de Vaugirard

75-PARIS XV^{ème}.

**Direction générale des Affaires sociales
Bureau européen de Coordination**

**Direzione generale degli Affari sociali
Ufficio europeo di Coordinamento**

**Generaldirektion Soziale Angelegenheiten
Europäisches Koordinierungsbüro**

**Directoraat-Generaal Sociale Zaken
Europees Coördinatiebureau**

**Directorate General for Social Affairs
European Coordination Office**

**Direktoratet for Sociale Anliggender
Det europæiske koordineringsbureau**